ÉTUDE SUR LES FERMIERS EN GFA

Rapport Final

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA GUADELOUPE
Convenance, 97122 BAIE MAHAULT

21 AVRIL 2016

ADCONSULTING

CONTEXTE

- Etude sur le potentiel de production dans une dynamique de développement endogène dans les GFA de la réforme foncière
- Finalités :
  - Identifier des actions à mettre en place pour une meilleure mise en culture des lots
  - Assurer un revenu confortable aux fermiers
  - Permettre par conséquent à la Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe de se conforter dans son rôle de gérant des GFA de la réforme foncière, et d'assurer sa mission de développement sur le territoire.

OBJECTIFS

- **Réaliser une enquête auprès des fermiers de 3 GFA** de la Réforme Foncière.
- **Évaluer et accompagner le potentiel des GFA à contribuer à l'augmentation de la production locale**.
- **Aider la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe à identifier les actions à mettre en place sur les GFA de la réforme foncière.**

DEROULEMENT DE L'ETUDE.

Etape 1 : **Réalisation d'une enquête auprès des fermiers de 3 GFA de la Réforme Foncière**

Etape 2 : **Evaluation et accompagnement du potentiel des GFA à contribuer à l'augmentation de la production locale**

Etape 3 : **Accompagnement de la Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe pour identifier les actions à mettre en place sur les GFA de la Réforme Foncière**

CALENDRIER DE RÉALISATION

- ***Réunion de lancement de l'étude GFA – 27 Avril 2015***
- ***Proposition d'échantillon de 3 GFA à enquêter et validation – Juin 2015***
- ***Collecte données bibliographiques – Juin à Juillet 2015***
- ***Réalisation questionnaire enquête – Juin 2015***
- ***Réalisation enquête et analyse résultats – Juillet à Décembre 2015***
- ***Travaux complémentaires – Janvier à Mars 2016***

Chambre d'Agriculture de la Guadeloupe

- Transmission de données relatives aux GFA (liste nominative des attributaires, cartographie, endettement des GFA)
- Versement d'un acompte de 5 % de la valeur du marché au cabinet AD CONSULTING
- Rédaction de courrier de recommandation signé du Président de la Chambre à présenter aux agriculteurs à enquêter sur les GFA

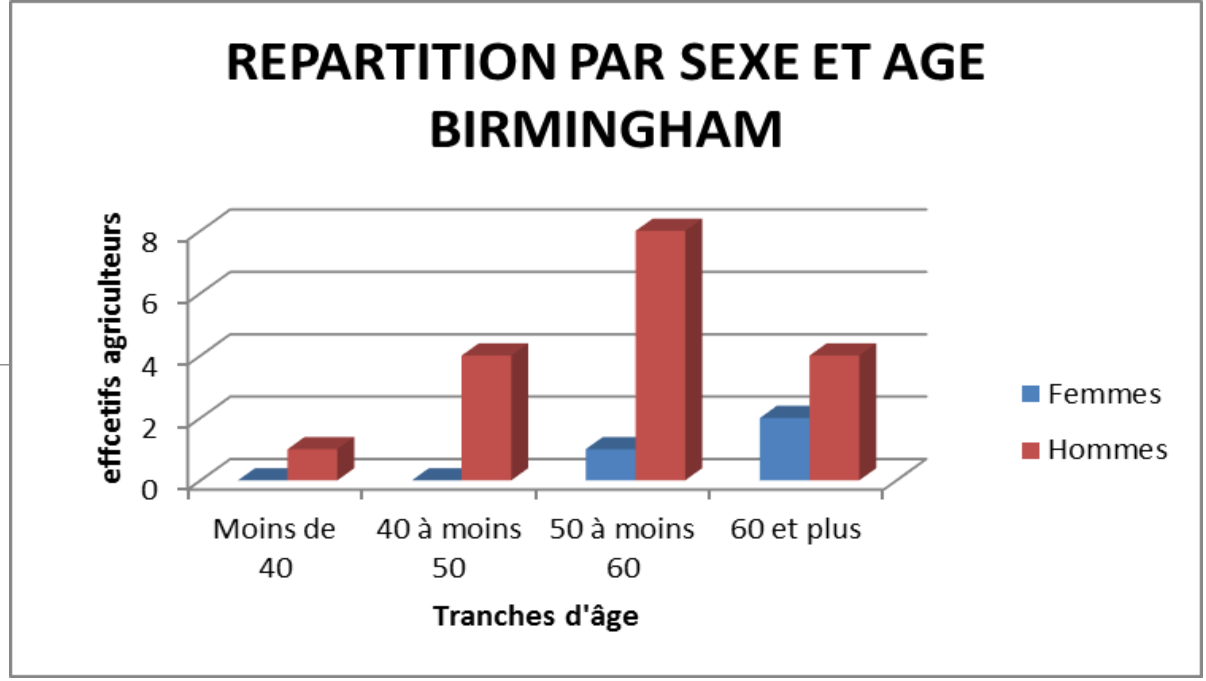
Cabinet AD CONSULTING

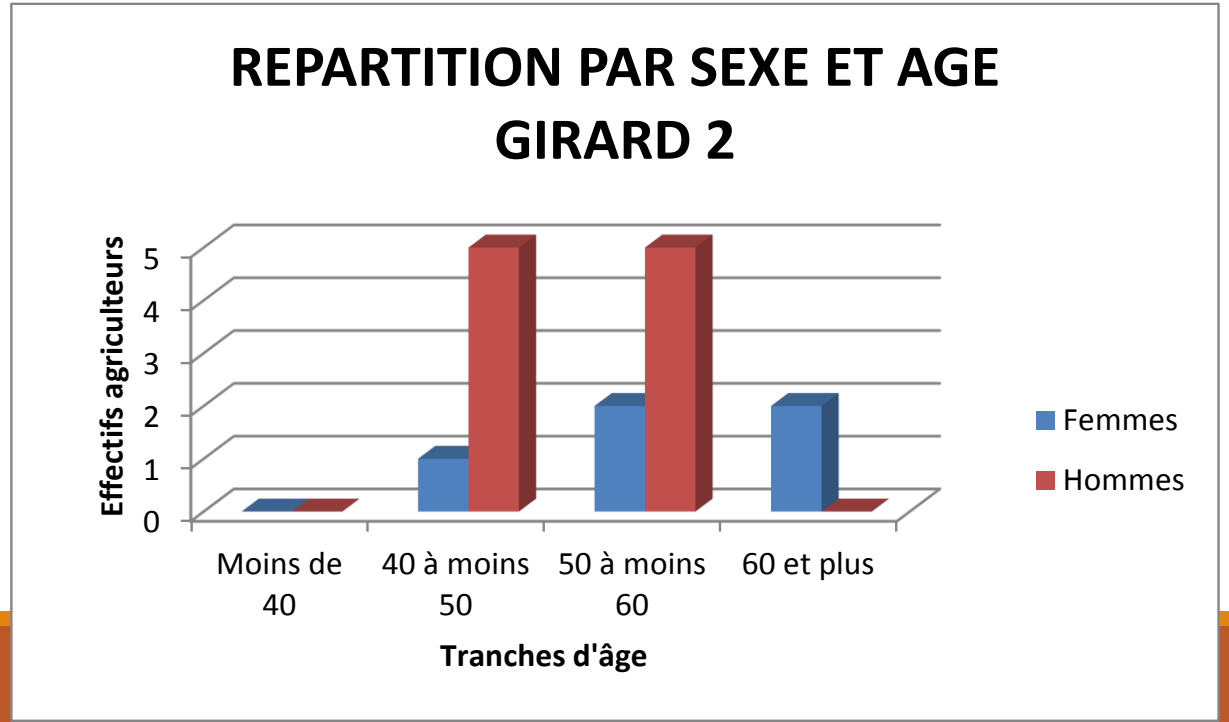
- Transmission calendrier de réalisation de l'étude
- Proposition d'échantillon de 3 GFA à présenter pour validation auprès du Président de la Chambre d'Agriculture

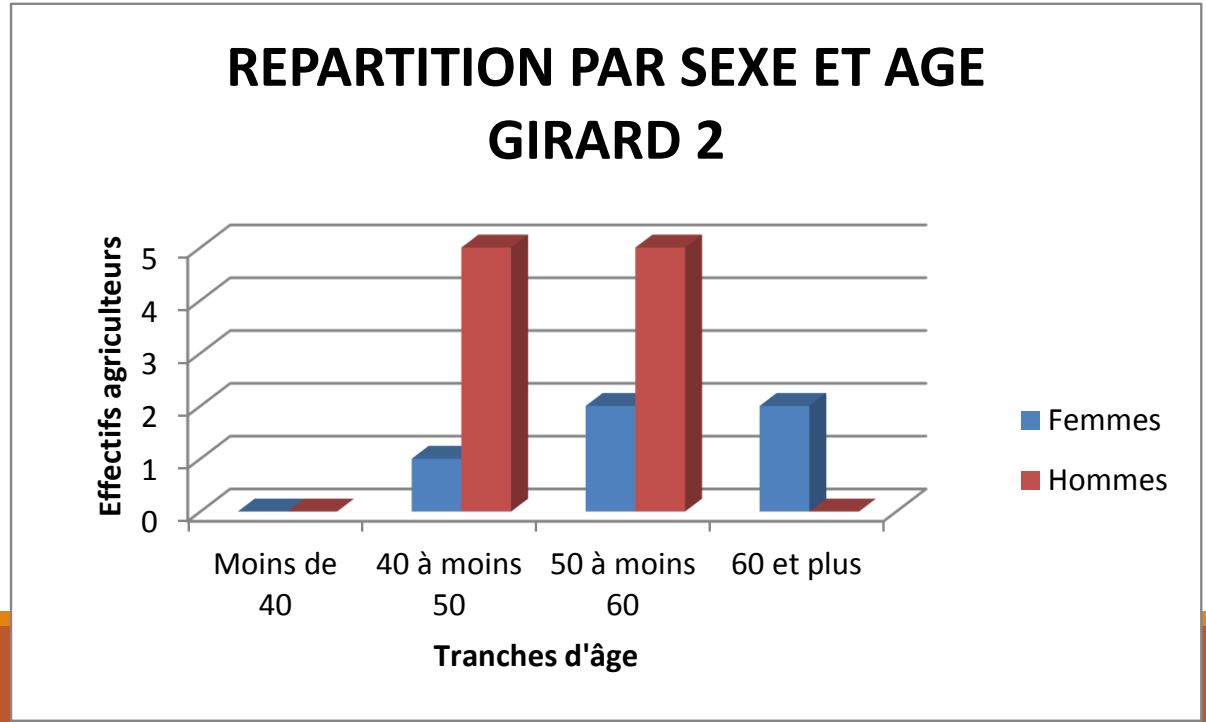
Proposition d'échantillon de 3 GFA à enquêter et validation

Propositions AD CONSULTING	Sélection Chambre d'Agriculture
GIRARD 2 (NGT / endettement minimum) BELLEVUE D'ARRAS (NBT / endettement maximum) ECLUSE (CGT / endettement moyen)	GIRARD 2 (NGT) BIRMINGHAM (NBT) BOISVINIERES 1(CGT)

Les fermiers







Les fermiers

Les femmes comptent pour moins de 15% du total à 14,81%

Les moins de 40 ans, donc les jeunes agriculteurs représentent 3,70% de l'échantillon.

Les 40 à moins de 50 ans comptent pour 27,78%.

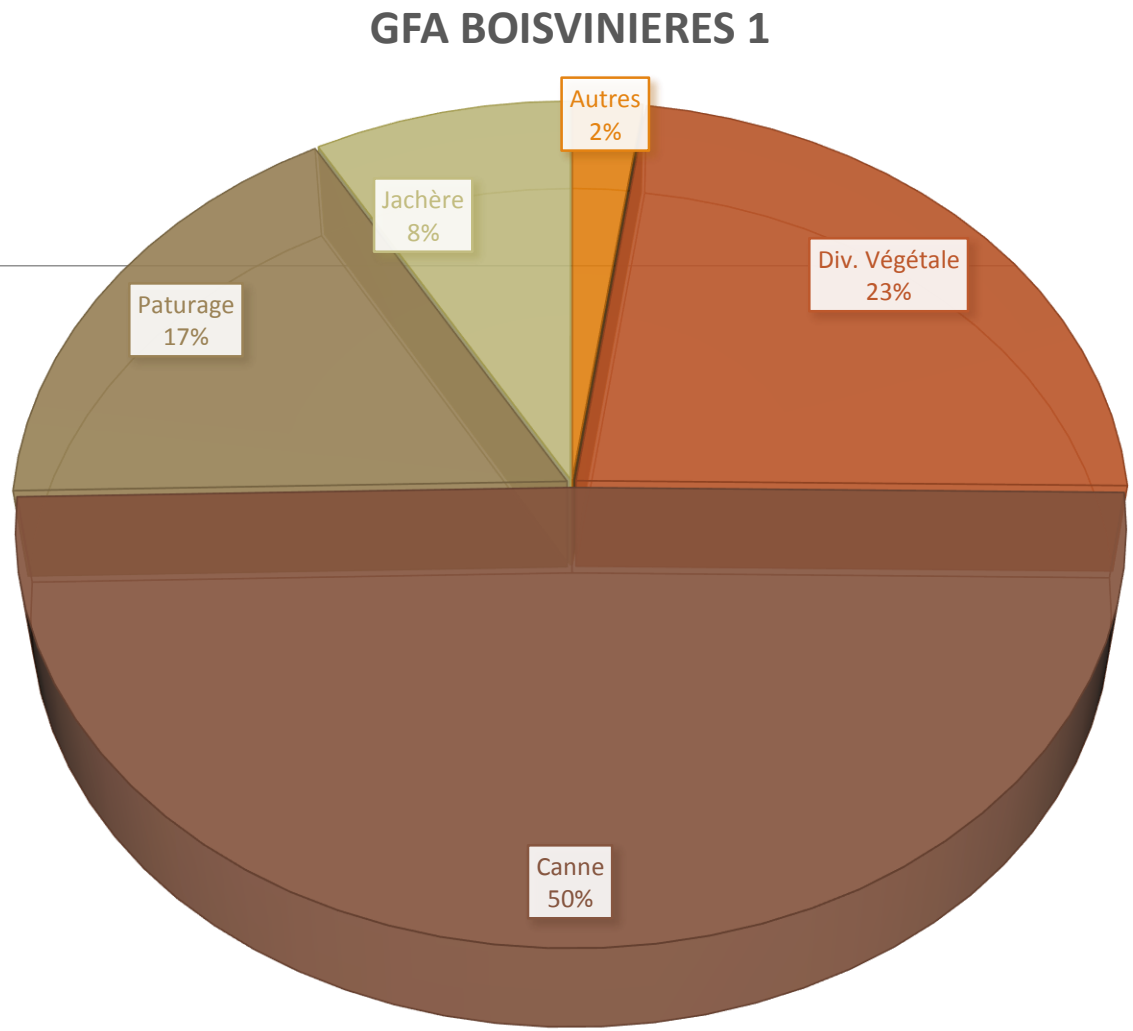
Les 50 ans et plus représentent 68,52% de l'effectif.

Ainsi se pose donc la question du renouvellement des générations. D’ici une quinzaine d’années, plus de 2/3 de l’effectif total sera en âge de partir à la retraite. Le problème est d'autant plus prégnant que la part des jeunes n'est que de 3,70%.

Il importe dès maintenant de préparer et d’anticiper cette échéance qui arrive à grands pas. Une démarche de prospective doit être initiée dans ce sens.

La production

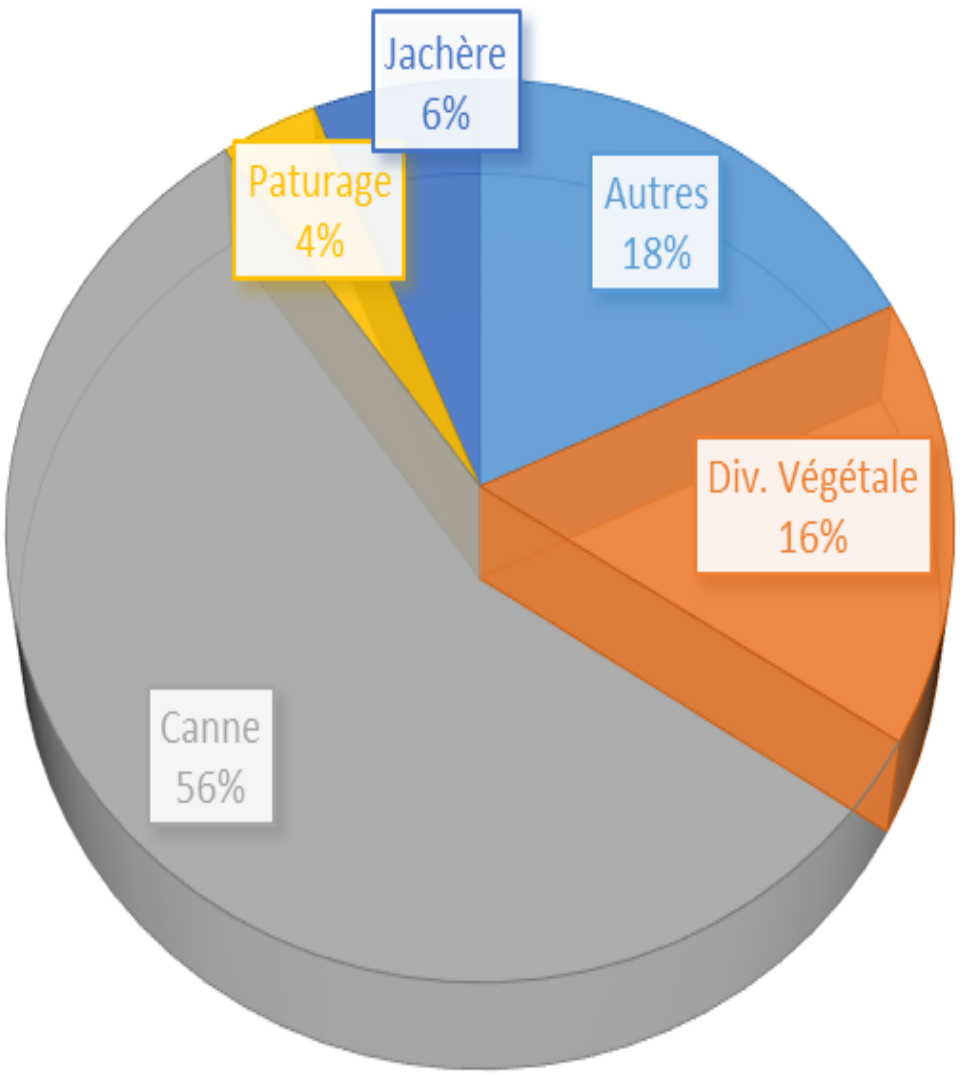
- La surface totale en canne qui était de 99,8 ha en canne en 2006 (cf. extrait rapport synthèse SAFER 2006 en annexe 3) a régressé à 71,46 ha en 2015. Cette diminution s'est opérée au profit de la diversification végétale.



La production

-

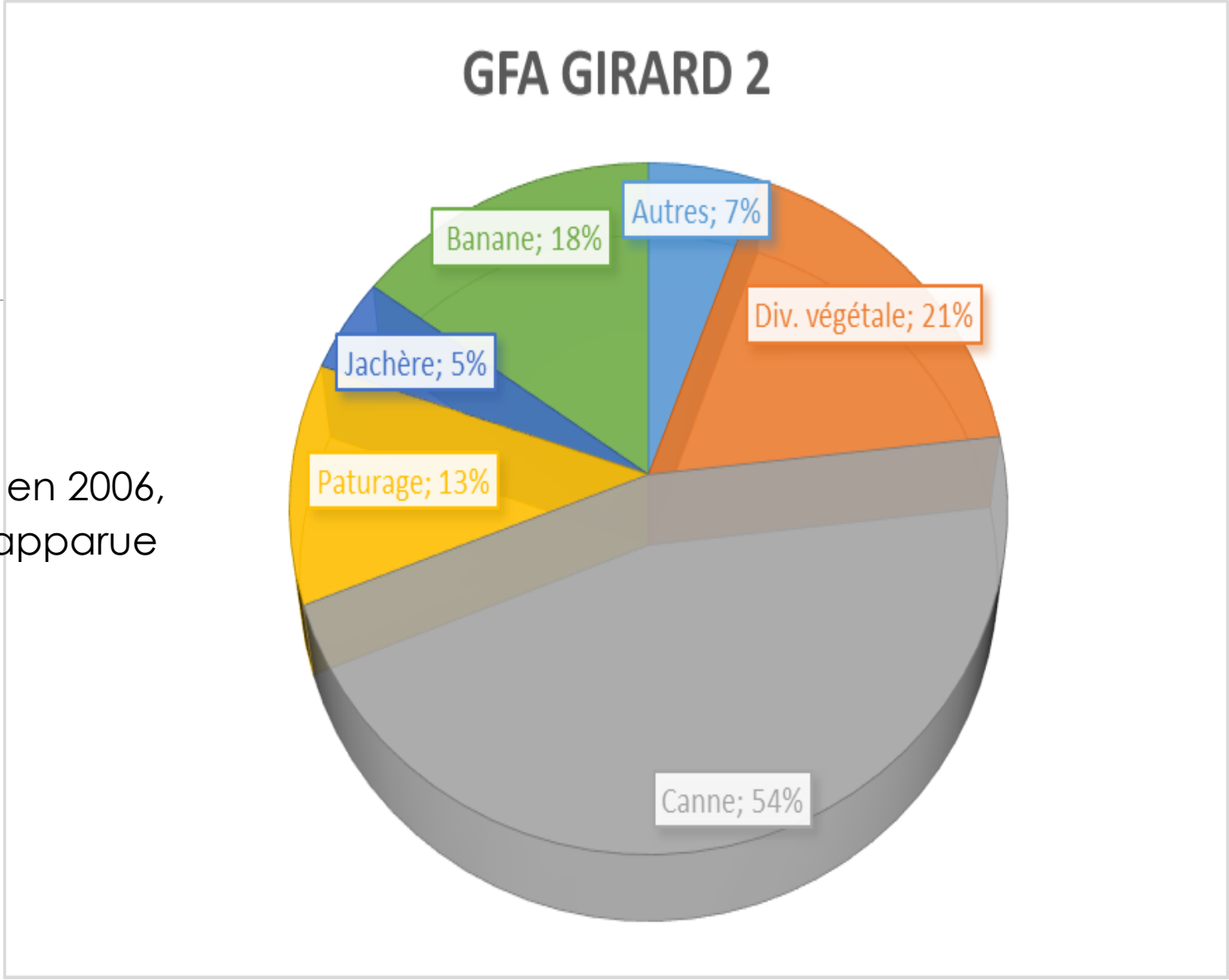
La surface en canne s'élevant à 107,3 ha en 2006 (cf. extrait rapport synthèse SAFER 2006 en annexe 3) a peu diminué pour atteindre 102,52 ha en 2015. Quelques producteurs ont opté pour une diversification végétale, mais la canne prédomine largement sur les exploitations.



La production

- .

La surface en canne qui s'élevait à 62,8 ha en 2006, se situe à 80,67 ha en 2015. La banane est apparue également grâce à l'irrigation présente sur l'ensemble du GFA.



COMPARAISON DES SYSTEMES DE PRODUCTION DES 3 GFA

	Boivinières 1	Birmingham	Girard 2
surf. moyenne/lot (ha)	9,03	8,72	8,30
surf. moy. plantée en canne	4,47	5,40	5,76

	Boivinières 1	Birmingham	Girard 2
Autres	2%	18%	7%
Div. Végétale	23%	16%	21%
Canne	49%	56%	54%
Paturage	17%	4%	13%
Jachère	8%	6%	5%
Banane	0%	0%	18%

LES STRATEGIES DE VALORISATION DU FONCIER ET PRATIQUES DE COMMERCIALISATION

Filières classiques « sécurisées »

La première stratégie moins « risquée » consiste à valoriser le foncier au travers de productions agricoles s'inscrivant dans une filière classique (canne, banane, élevage bovin) avec un débouché assuré garantissant un revenu certain (hors gros aléa climatique). Par ailleurs, cette solution est retenue d'office par les installés qui ont choisi d'avoir une activité professionnelle assurant le revenu du foyer et considèrent l'agriculture comme une activité secondaire apportant un revenu complémentaire. Dans ce cas de figure, certains entretiennent très bien leurs parcelles de production ou leurs élevages, tandis que d'autres négligent ou sous-exploitent leur potentiel foncier.

LES STRATEGIES DE VALORISATION DU FONCIER ET PRATIQUES DE COMMERCIALISATION

Extension ou redéploiement d'activités pour tirer profit des opportunités de marché.

Des activités commerciales en plein essor sur le territoire guadeloupéen sont des opportunités pour les agriculteurs de développer des productions de niches. L'exemple de la consommation d'eau de noix de cocos fraîches en est une illustration. Mais d'autres gisements s'offrent aux agriculteurs. Citons à titre d'exemples la consommation de plantes médicinales qui a le vent en poupe. Au moins deux entreprises sont potentiellement clientes ; *Hiteca* (Sainte Rose) et *Phyto Bô Kaz* (Gourbeyre).

La mode des cosmétiques naturels est aussi une voie de niches de production pour les agriculteurs. Des distributeurs, des producteurs et des sessions de formation ont cours sur le territoire. Citons entre autres : *Alizée Nature Caraibes*, *Naturels Cosmétiques* et les Ateliers de fabrication de cosmétiques naturels qui participent au champ des loisirs créatifs.

La stratégie de spécialisation intelligente « Guadeloupe » est un autre cadre d'orientation, d'extension ou de redéploiement des activités des agriculteurs en GFA. Deux objectifs affirmés sont l'augmentation du taux de couverture des besoins en matières premières par la production locale, et l'amélioration du ratio d'autosuffisance alimentaire.

LES STRATEGIES DE VALORISATION DU FONCIER ET PRATIQUES DE COMMERCIALISATION

La mise sur marché via le circuit court.

Certains fermiers choisissent cette voie qui offre un double avantage :

- Un meilleur prix tant pour l'agriculteur que pour le consommateur

- Un paiement immédiat qui apporte de la trésorerie si importante en agriculture

Cependant, une telle stratégie requiert coopération et action concertée entre agriculteurs pour couvrir l'ensemble des besoins des consommateurs, à l'instar de la production écoulée sur les marchés communaux très en vogue actuellement (Gosier, Moule, Sainte Anne, Baillif, Bergevin etc…) .

LES STRATEGIES DE VALORISATION DU FONCIER ET PRATIQUES DE COMMERCIALISATION

Lien entre transformation et distribution.

La transformation qui apporte de la valeur ajoutée est faiblement présente sur les exploitations étudiées.

Or, dans le cadre du PDRG, des financements à hauteur de 80% étaient disponibles pour accompagner les activités de diversification des ménages agricoles.

La raison en est possiblement la faiblesse de l'offre de formations courtes en la matière (sur deux à cinq journées) et particulièrement dédiée aux chefs d'exploitations.

LES STRATEGIES DE VALORISATION DU FONCIER ET PRATIQUES DE COMMERCIALISATION

« Sous location » informelle

Certains installés n’hésitent pas à valoriser leur foncier dans le cadre d’une sous location informelle (non autorisée dans le cadre de la réforme foncière) en mettant à disposition tout ou partie de leur foncier à disposition d’un ou de plusieurs individus. Les modalités de cette sous location informelle sont bien évidemment convenues entre l’installé et les sous locataires. Toutefois, il est difficile d’en connaître davantage.

Cette situation s’observe tant pour les productions animales (mise à disposition de prairies naturelles par exemple) que pour les productions végétales (mise à disposition de parcelles à cultiver).

LA SITUATION FINANCIÈRE ET LEUR RÉSILIENCE

Le panel des trois GFA, objet de l'étude, ne nous a pas permis d'apprécier, ni de porter un jugement sur la situation financière des exploitations ou des exploitants.

L'absence de comptabilité des exploitations ou la réticence à fournir ce document ont été des freins à l'évaluation d'une situation financière des exploitations des GFA.

Le critère « retard de paiement des fermages » n'est pas suffisamment discriminant pour évaluer l'équilibre économique et financier des fermiers.

LA SITUATION FINANCIÈRE ET LEUR RÉSILIENCE

Deux types de positions ou d'attitudes ont cours :

Il y a ceux qui s'organisent pour **être à jour du paiement de leur fermage** pour raison de stratégie personnelle et revendiquent une **forme « d'autonomie ou d'indépendance »** vis-à-vis de la Chambre d'agriculture.

D'autres **font du fermage une variable d'ajustement** dans la gestion de leur trésorerie. Autrement dit, le fermage n'est pas prioritaire sur les charges fiscales et sociales, les traites bancaires, et les dépenses du ménage.

Aussi il nous semble opportun, compte tenu de la fonction variable d'ajustement du fermage, que les services de la Chambre prennent l'attache des endettés pour établir un plan d'apurement ajusté à la réalité de leur trésorerie.

Quoiqu'il en soit, il n'y a aucune volonté de ne pas payer le fermage.

La situation financière et leur résilience

D’autres indiquent clairement qu’ils éprouvent de manière récurrente des difficultés financières.

Toutefois, pour ce cas de figure, on peut avancer diverses hypothèses à partir des enquêtes recueillies :

Soit **certains sont réellement en difficulté financière** et l’exploitation ne leur permet pas de subvenir aux besoins de leur famille. D’où la nécessité d’un emploi à temps plein hors agriculture pour vivre décemment.

Soit **d’autres personnes s’inscrivent dans des stratégies purement foncières** consistant à pérenniser l’usufruit d’un foncier qui sera transmissible à leur descendance, même si les enfants n’ont pas forcément de velléité d’installation en agriculture.

Il importe de noter que le vieillissement constaté de la profession doit assurément obérer la capacité d’investir sur le long terme en moyens humains et financiers ainsi que le potentiel rendement des exploitations.

Réflexion stratégique pour permettre à la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe d'accompagner les fermiers.

- Il serait dès lors pertinent que la Chambre accompagne les GFA dans une animation juridique et administrative rigoureuses pour assurer le redéploiement des terres non cultivées ou insuffisamment cultivées vers les « véritables agriculteurs ».
- Il serait souhaitable que la Chambre d'Agriculture s'engage avec l'appui et l'aval des représentants des GFA dans la mise en œuvre d'un système de recouvrement des fermages (voire peut-être externalisé) et de sanctions pour non-paiement volontaire.

Réflexion stratégique pour permettre à la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe d'accompagner les fermiers.

- Il revient à la Chambre de devoir mobiliser les partenaires notamment financiers pour une prise en charge au moins partielle de cet effort de sécurisation privé des exploitations contre le vol. C'est un préalable incitatif au développement des exploitations et à l'investissement des agriculteurs.

- Aussi, la Chambre devrait-elle se doter d'un outil de veille informationnelle et de prospective pour aider les agriculteurs à mieux agir sur le marché et à anticiper les actions à mener.

L'appui technique aux productions de diversification, au démarrage et à l'organisation de groupes d'agriculteurs pour la commercialisation des produits, en priorité sur l'approvisionnement de proximité.

- Aussi en matière d'accompagnement, sur la base des outils que sont le Référentiel Technico-Economique Départemental et le guide de la Diversification Végétale, la Chambre d'Agriculture pourrait proposer des modèles économiques d'exploitations potentiellement viables à développer sur les exploitations des GFA afin que les professionnels puissent se référer à une base technico-économique en fonction de leur lieu d'implantation.

L'appui technique aux productions de diversification, au démarrage et à l'organisation de groupes d'agriculteurs pour la commercialisation des produits, en priorité sur l'approvisionnement de proximité.

- La chambre d'Agriculture devrait accompagner ces trois types de stratégies disjointes ou conjointes qui sont déjà mises en œuvre par les exploitants :

- Le renforcement du potentiel agro-économique en **tirant profit des opportunités de marché pour développer de nouvelles spéculations** (exemple de la production d'eau de noix de coco fraîches etc…)

- La **mise sur marché via le circuit court** (par exemple avec l'aide la de plateforme de commercialisation de fruits et légumes par internet tel que « **la ruche qui dit oui** »)

- L'augmentation de valeur ajoutée par **l'adjonction d'une activité de transformation et/ou distribution** (exemple du restaurant, ou de la transformation de fruits en jus, sirops, confitures et sorbets)

Appui technique au développement de pratiques agro-écologiques et d'une agriculture durable.

Le réseau des fermes DEPHY (vaste réseau de fermes pilotes pour mutualiser les bonnes pratiques agro-écologiques des systèmes de production performants et économes en pesticides) pourrait être étendu de manière prioritire aux GFA.

On se baserait sur au moins une exploitation du réseau départemental DEPHY dans chaque GFA afin de servir de modèle de proximité pour les autres installés du GFA.

La Chambre pourrait également utiliser les GFA en tant que supports prioritaires des actions de communication Ecophyto. Concernant la santé, il s'agit majoritairement d'actions de sensibilisation aux risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires. Ces actions visent aussi à sensibiliser les applicateurs à l'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI).

Elles prennent principalement la forme de journées techniques, notamment de sensibilisation des exploitations à la réduction des produits phytosanitaires ou à la démarche « lutte intégrée ».

Appui technique au développement de pratiques agro-écologiques et d'une agriculture durable.

Enfin, la Chambre d'Agriculture pourrait initier sur les GFA les Groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE). Les GIEE correspondent à des projets portés par des agriculteurs qui s'engagent collectivement dans une transition agro-écologique de leurs pratiques agricoles à l'échelle de leurs exploitations, voire de leurs territoires et de leurs filières.

En mettant en œuvre de telles pratiques, ou en les consolidant, ils renforcent les performances économiques, environnementales et sociales de leurs exploitations. Cela passe par exemple par plus d'autonomie et d'économie en intrants (en phytos, en antibiotiques, en concentrés pour l'alimentation des animaux...) ce qui a pour effet à la fois de réduire les charges d'exploitation et également limiter les effets négatifs sur le milieu. Pour cela, beaucoup de projets s'attachent à développer la culture de légumineuses (exemple des pois d'angole en Nord Basse-Terre) et à diversifier les assolements.

Merci de votre attention !